

NATIONS ET CONSTITUTIONS

**Cela est rare dans les usages diplomatiques, mais le président Barak Obama n'a pas félicité Bou-
teflika après sa réélection pour
des raisons vraisemblablement
personnelles : il n'a pas pu sup-
porter l'idée de se mettre en
porte-à-faux avec son opinion sur
les chefs d'Etat africains malades
du pouvoir. Mais en charge des
intérêts de son pays à un moment
où celui-ci consolide son installa-
tion dans le Sahel, il a besoin de
maintenir la coopération sécuri-
taire avec l'Algérie pour réduire la
menace terroriste car la sécurité
intérieure américaine commence
là où se terre une faction terroris-
te comme Aqmi.**

Nous avons constaté par contre à la lecture du message qu'il lui a adressé pour l'inviter à prendre part en août prochain au sommet Etas-Unis-Afrique sur l'«investissement dans la nouvelle génération» une certaine jubilation car il n'ignore pas que cet homme de 77 ans et à 85% invalide a investi non pas dans la «nouvelle génération», mais dans sa seule personne et au détriment de toutes les générations qu'il a croisées sur son chemin.

Le staff au service du troisième mandat en 2009, du quatrième mandat en 2014 et probablement du cinquième en 2019, se trompe sur toute la ligne. Il se trompe :

1) sur le caractère démocratique des mandats illimités ;

2) sur les Constitutions qui seraient moins respectables que le Coran ;

3) sur la présomption que le Coran est insusceptible d'être touché.

Lorsque Bouteflika a décidé en 2008 de s'ouvrir la voie de la présidence à vie, d'aucuns, dans leur zèle à lui complaire ou parce qu'ils avaient un intérêt personnel dans l'affaire, ont sorti entre autres arguments spécieux l'arme fatale : «La Constitution n'est pas le Coran !» Ce qui revient à dire et à comprendre que chez les musulmans tout, dans la vie des individus et des nations peut être remis en cause sauf le Coran, qu'il est «halal» de tripoter comme on veut la Constitution et que, du reste, c'est l'essence même de la démocratie «puisque la décision revient au peuple». Le «peuple», en l'occurrence, est l'une des dénominations de la fraude électorale en Algérie. C'est du sophisme au sens socratique de l'expression, c'est-à-dire l'art de donner au faux les apparences du vrai.

A l'époque, ces zéloteurs n'avaient pas sorti de leur besace à ruses un autre argument-massue, le réservant sans doute à la campagne du 5^e mandat : «Seuls les imbéciles ne changent pas d'avis !» Vont-ils nous dire, maintenant que Bouteflika veut refermer derrière lui la porte des mandats, que c'est contraire à la démocratie ? Voilà avec quel genre de «bougnouleries» notre pauvre nation a été pilotée depuis l'indépendance : une chose et son contraire, présentées comme les facettes d'une même vérité ; du faux et de l'usage de faux, justifiés par l'«intérêt supérieur» du pays ; des caprices individuels, travestis en sens élevé du patriotisme. Le staff au service du troisième man-

dat en 2009, du quatrième mandat en 2014 et probablement du cinquième en 2019, se trompe sur toute la ligne. Il se trompe :

1) sur le caractère démocratique des mandats illimités ;

2) sur les Constitutions qui seraient moins respectables que le Coran ;

3) sur la présomption que le Coran est insusceptible d'être touché.

Voyons cela dans le détail :

1) Pour les mandats, celui qui en a bénéficié a reconnu sa faute et fait implicitement mea culpa en proposant de revenir à la limitation instaurée par Zéroual en 1996. Du coup, il a invalidé les boniments utilisés en 2008 par ses courtisans.

2) Pour le degré de sacralité dont jouissent ou non les Constitutions par rapport au Coran, il existe au moins un cas où la Constitution est plus sacrée que la Bible, le Coran, la Thora et les Vedas réunis, celui des Etats-Unis d'Amérique. Si, en pays musulman, on peut impunément contrevenir à la loi et à la Constitution parce qu'elles n'ont aucune valeur sacrée dans la culture et l'inconscient arabomusulman, aux Etats-Unis, on peut contrevenir autant qu'on veut, qu'on peut et impunément à tout livre saint, mais pas à la Constitution. Un exemple : depuis des décennies, la réglementation permissive sur le port d'armes est à l'origine de dizaines de milliers de morts par an aux

Etats-Unis sans qu'aucun président, aucune composante du Congrès, n'ait réussi à entraîner assez de monde derrière lui pour la changer. Car il ne s'agit pas moins que de toucher à la Constitution, et en particulier au 2^e amendement qui remonte à 1793.

La Constitution américaine n'est pas placée sous la protection du président des Etats-Unis qui peut être tenté de la plier à ses goûts malsains pour le pouvoir, mais de la Cour suprême. L'initiative de la réviser est dévolue au Congrès (Chambre des représentants + Sénat), moyennant approbation des 2/3 de ses membres, ou à une convention fédérale à la demande des 2/3 des Etats membres. Dans ce cas, la proposition d'amendement doit être ratifiée par les 3/4 des Etats de l'Union. Ce n'est donc pas chose aisée que réviser la Constitution américaine. Le 27^e amendement, proposé par le congrès en 1789, n'a été ratifié qu'en 1992, soit deux siècles et quart après. Et il ne portait que sur le mode d'élection des sénateurs. Que dire d'un amendement touchant aux libertés, comme le 2^e ?

Il faut savoir que ce dernier n'a pas été inscrit dans la Constitution pour répondre au besoin de légitime défense des citoyens américains, mais pour leur donner les moyens de s'opposer à leur gouvernement par les armes dans le cas où celui-ci venait à tomber entre les mains de despotes. C'est cela le sens de l'amendement qui tire sa légitimité du troisième paragraphe de la «Déclaration d'indépen-

dance» (1776) où on lit : «Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir (ces) droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement... Il est de son droit, il est de son devoir de rejeter un tel gouvernement...»

C'est pour donner aux citoyens les moyens de mettre en œuvre ce droit, ce devoir, que cet amendement a été proposé et ratifié en 1791 dans les termes suivants : «Une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un Etat libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé». «Transgressé» : un mot puisé dans le langage biblique. Les révolutionnaires français reprendront à leur compte cette idée puisqu'on la retrouve dans la «Déclaration des droits de l'homme et du citoyen» de 1789.

Les Américains n'ayant pas connu de tentation despotique émanant d'un «moudjahid» ayant participé de près ou de loin à leur guerre d'indépendance qui a duré autant que la nôtre (1775-1783) mais avec moins de «martyrs» (25 000 seulement), n'ont pas eu à recourir à cette extrémité. Pour l'éviter, leurs pères fondateurs avaient très tôt mis en place des contre-pouvoirs pour rendre cette éventualité absolument impossible. Mais de ce vieux principe est restée la liberté du port d'arme malgré les massacres qui ponctuent périodiquement la vie américaine et dont le dernier en date, il y a une semaine, a été la fusillade de Santa Barbara.

La philosophie politique avec laquelle est venu l'islam des premiers temps ressemble à celle véhiculée par la Constitution américaine mais n'a connu d'application que pendant la brève période des quatre premiers califes. Après la mort du Prophète, Abou Bakr a été désigné comme premier calife. S'adressant à ceux qui l'ont élu il leur dit : «Me voici chargé de vous gouverner. Si j'agis bien, soutenez-moi, si j'agis mal, corrigez-moi. Dire la vérité au dépositaire du pouvoir est un acte de dévouement, la lui cacher est une trahison...» Quelqu'un parmi la foule s'écria en levant haut son sabre : «Si tu agis mal, c'est avec ceci que nous te redresserons !» (cette tradition est aussi rapportée pour Omar). La réponse appor-

Pourquoi les choses ont-elles bien marché dans le cas des Américains et mal dans le cas des musulmans ? Parce qu'un quart de siècle après l'énoncé de ce principe, le gouverneur de Damas, Muawiya (fondateur de la dynastie omeyyade), a renversé le calife légitime, Ali, et instauré le califat héréditaire sans que le peuple se soulève, ni que les ulémas s'insurgent contre cette «bid'â».

tée par le bédouin n'est-elle pas l'égale du 2^e amendement qui légitime le recours aux armes pour combattre un pouvoir illégitime ? D'ailleurs le troisième calife, Uthman, est mort sous les coups de sabre d'une sédition qui lui reprochait son népotisme. Alors qu'ils étaient animés par un texte divin — le Coran — les musulmans n'ont pas gardé cette philosophie politique alors que les Américains, animés par un texte profane, humain, y sont attachés à ce jour.

Pourquoi les choses ont-elles bien marché dans le cas des Américains et mal dans le cas des musulmans ? Parce qu'un

Par Nour-Eddine Boukrouh
noureddineboukrouh@yahoo.fr



quart de siècle après l'énoncé de ce principe, le gouverneur de Damas, Muawiya (fondateur de la dynastie omeyyade), a renversé le calife légitime, Ali, et instauré le califat héréditaire sans que le peuple se soulève, ni que les ulémas s'insurgent contre cette «bid'â». Au contraire, ils vont s'ingénier au fil des siècles à la faire passer pour un article de foi alors que la monarchie héréditaire était étrangère aussi bien à la doctrine islamique qu'à l'histoire des Arabes. Il n'existait pas de monarques dans l'Arabie préislamique qui était plutôt une «république de marchands» où cohabitaient des tribus et des familles, mais sans structure unitaire ou autorité au-dessus d'elles. Pour sa part, le Prophète n'a ni institué la monarchie ni désigné un successeur, laissant aux musulmans le soin de le faire selon ce qui leur conviendrait. Depuis, les peuples musulmans ont fait leur entrée dans l'ère ininterrompue du despotisme sous toutes ses déclinaisons : califat dynastique, monarchies, émirats, présidence à vie, républiques héréditaires... Il a si bien été moulé dans l'argile des croyances qu'il n'a pas été, à ce jour, inquiété dans les monarchies qui se veulent de droit divin. Quand on regarde le bilan général, c'est le seul régime politique que les Arabomusulmans ont connu tout au long de leur histoire. Ce qui était au départ une hérésie, un mal, est devenu une orthodoxie, un bien.

3 - S'agissant du troisième argument, à savoir que le Coran est insusceptible d'être touché, beaucoup seront choqués de lire ici que le Coran tel qu'il a été révélé au Prophète et appris par lui et ses com-

pagnons n'est pas celui que nous lisons aujourd'hui. De son vivant, le Livre sacré n'avait pas encore été rassemblé en un volume unique, en «maghaf», et ce n'est qu'une quinzaine d'années après sa mort que le Coran a pris la forme qu'on lui connaît aujourd'hui. Le travail de recension, commencé sous Abou Bakr, a été finalisé sous Uthman par une commission présidée par Zeïd Ibn Thabet, l'ancien scribe du Prophète. Mais ce travail n'a pas respecté l'ordre chronologique de la Révélation, il lui a substitué un classement par ordre de longueur des sourates. Un autre homme, le fameux Hadjadj Ibn Youssef,